

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 10/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **UDM Union Distilleries de la Méditer**

Route d'Homps  
34210 Olonzac

Référence : 2023-049  
Code AIOT : 0006601146

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023 dans l'établissement UDM Union Distilleries de la Méditer implanté Route d'Homps 34210 Olonzac. L'inspection a été annoncée le 08/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UDM Union Distilleries de la Méditer
- Route d'Homps 34210 Olonzac
- Code AIOT : 0006601146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une distillerie d'alcool de bouche disposant d'une station d'épuration industrielle.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection note le projet de l'exploitant de supprimer les produits de traitement de la TAR par un investissement conséquent permettant de fonctionner avec les condensats du site. En parallèle l'exploitant souhaite installer un prototype d'Hydrotech visant le recyclage d'eau pour limiter les rejets. Ceci consisterait en la purification par filtre de l'eau avec réinjection à la chaudière.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	/	Sans objet
2	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21. alinéa 3	/	Sans objet
4	Accès et surveillance	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 8	/	Sans objet
5	Etat de l'Ognon	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 1.5.3.	/	Sans objet
6	Modifications sur site	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité n'a été détectée lors du contrôle.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiche de Données de Sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II ;</p> <p>a) lorsqu'une substance ou une préparation répond aux critères de classification comme substance ou préparation dangereuse conformément aux ou 1999/45/CE, ou</p> <p>b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou</p> <p>c) lorsqu'une substance est incluse sur la liste établie conformément à l'article 59 (annexe XIV), paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b).</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection a contrôlé la fiche de données de sécurité du produit 3D TRASAR 3DT 151 (anti-tartre) utilisé dans la TAR.</p> <p>Elle est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en français ;</li> <li>• accessible en version papier ou informatique ;</li> <li>• à jour, version et numéro des pages indiquées ;</li> <li>• sous le format de l'annexe II de REACH (16 rubriques) ;</li> </ul> <p>Il a notamment été vérifié sur la FDS :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à la rubrique 2.2 que les éléments d'étiquetage sont corrects, en cohérence avec : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ la classification de la substance ou du mélange indiquée à la rubrique 2.1 ;</li> <li>◦ l'étiquetage de l'AMM ;</li> </ul> </li> <li>• à la rubrique 15, qu'il est indiqué que l'étiquetage est conforme à l'article 69 du règlement biocides (n°528/2012).</li> </ul> <p>Toutes les FDS de l'ensemble des produits sont classées par type d'activité dans des classeurs tenus à disposition.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Equipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une liste à jour des équipements sous pression et des dossiers techniques pour chaque équipement conformément au I, II et III de l'article 6.</p> <p>Vu notamment les dossiers de la chaudière et des compresseurs d'air.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21. alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> Vu le dernier contrôle des extincteurs du site datant de moins d'un an et le Q4 (31/08/2022 - siociété SARL H.D.P.I.). Vu le poteau incendie à l'extérieur en face de l'entrée du site. Vu les dérouleurs et la colonne sèche sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Accès et surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients que son exploitation induit et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Cette surveillance est directe pour les installations d'une capacité de production supérieure à 60 hl AP/jour.  Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
<b>Constats :</b> L'exploitant assure une surveillance directe de ses installations. Les accès sont clairement signalés et le site est correctement clôturé : les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 1.5.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de contribuer au bon état écologique du milieu de rejet de l'installation (l'Ognon / code station Y1445010), en renforcement des prescriptions de l'arrêté du 14/01/2011 relatif aux installations soumises à enregistrement sous la rubrique 2250 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le flux maximal de phosphore dans le rejet de la station d'épuration vers le milieu naturel est fixé à 1,04 kg/j,</li> <li>- le débit de l'Ognon en amont du rejet de la distillerie fait l'objet d'un suivi quotidien,</li> <li>- le rejet au milieu naturel est interdit lorsque le débit de l'Ognon en amont du rejet de la distillerie est inférieur à 72 l/s,</li> <li>- toute mesure, techniquement et économiquement réalisable de réduction à la source des apports de phosphore est mise en œuvre.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Vu les données enregistrées sous GIDAF : le flux maximal de phosphore dans le rejet de la station d'épuration vers le milieu naturel est inférieur à 1,04 kg/j,</p> <p>Vu le registre de suivi quotidien : le débit de l'Ognon en amont du rejet de la distillerie fait l'objet d'un suivi quotidien via la station de Pépieux (données en ligne),</p> <p>Vu le suivi du débit, l'exploitant n'effectue aucun rejet lorsque le débit de l'Ognon en amont du rejet de la distillerie est inférieur à 72 l/s ; le cas échéant il stocke en bassins d'évaporation ou épand. Globalement la période d'étiage correspond à la période d'arrêt des installations.</p> <p>L'exploitant tente de substituer toute source de phosphore issue des produits de nettoyage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Modifications sur site**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Augmentation de capacité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a pour projet de déplacer la colonne à distiller du site de Lespignan sur le site d'Olonzac. Cette colonne est intrinsèquement soumise à Enregistrement (rubrique 2250). Aussi la modification est susceptible d'entraîner des risques et donc une révision de l'étude de dangers. L'exploitant doit donc déposer un cas par cas au titre du R.122-2 et un porter à connaissance. Cependant à ce stade de l'analyse la modification semble notable et de nature à justifier une consultation du public afin de fixer le cas échéant des prescriptions complémentaires ou adapter l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>L'exploitant envisage donc un passage à 500 hl/j d'alcool pur sous la rubrique 2250 (E) et un passage en enregistrement de la puissance de la TAR actuellement en déclaration.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet